

Pour la Banque mondiale, quatre milliards de pauvres disposent, globalement, de 5000 milliards \$US

Pour la première fois, un rapport s'est attaché à quantifier le pouvoir d'achat des individus dont les revenus annuels ne dépassent pas 3000 \$US par tête convertis en monnaie locale en respectant la parité de pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat des quatre milliards d'individus vivant dans la pauvreté représente un marché, encore ignoré, de 5000 milliards \$US. Selon la Banque mondiale (BM), le secteur privé devrait mieux prendre en compte cette donnée dans son intérêt comme dans celui des pays en développement.

Pour la première fois, un rapport du World Resources Institute (WRI) de Washington et de l'IFC, la branche de la BM chargée du secteur privé, publié lundi 19 mars, s'est attaché à quantifier le pouvoir d'achat des individus dont les revenus annuels ne dépassent pas 3000 \$US par tête convertis en monnaie locale en respectant la parité de pouvoir d'achat (3,35 \$US par jour au Brésil, 2,11 \$US en Chine, 1,89 \$US au Ghana ou 1,56 \$US en Inde).

Selon le document intitulé Les quatre prochains milliards, taille du marché et stratégie privée à la base de la pyramide, les besoins des individus appartenant à ce groupe ne sont pas davantage satisfaits que ceux du 1,2 milliard vivant avec moins d'un dollar par jour.

Réseaux de distribution d'électricité, d'eau ou services de santé délaissent cette population. Surtout installée dans des zones rurales mal desservies, elle peine à écouler ses marchandises sur les marchés, est tributaire du bon vouloir d'intermédiaires et se retrouve cantonnée dans une économie de subsistance. Et elle subit un surcoût lié à cette situation: «Les plus pauvres ont souvent accès à des produits et des services plus chers, de moins bonne qualité, parfois difficiles voire impossibles à obtenir», précise le rapport.

Favoriser la mise en concurrence

L'essentiel de cette population (2,86 milliards de personnes) vit en Asie et au Moyen-Orient. Globalement, son pouvoir d'achat est de 3470 milliards \$US. Puis viennent l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est.

Les experts estiment que le marché à la base de la pyramide, structuré de manière informelle, est source d'inefficacité et favorise les monopoles, sachant que 70 % de la population mondiale travaille pour l'économie souterraine, selon le Bureau international du travail (BIT).

Les flux financiers suivent aussi des circuits non contrôlés. Et les transferts de fonds des émigrés vers leurs pays d'origine, probablement supérieurs de 50 % aux 167 milliards \$US officiellement recensés, sont soumis à des taux d'intérêt prohibitifs, selon la BM.

Le rapport souligne le «piège à pauvreté» qui en résulte. «En tant que consommateurs et producteurs, principalement dans un circuit informel, ce groupe souffre de l'inefficacité et de l'absence de compétitivité sur ces marchés. Une approche concurrentielle est plus à même de satisfaire leurs besoins, d'accroître leurs revenus et de les propulser dans l'économie formelle», estiment les experts.

Issu d'enquêtes menées dans 146 pays, le rapport met en avant les stratégies commerciales ayant fait la preuve de leur efficacité, les marchés potentiels et les secteurs porteurs. «L'entreprise fait partie de la solution, pas du problème», a souligné Michael Klein, économiste en chef à l'IFC.

Au plus bas de la pyramide, les besoins sont dominés par l'alimentation, qui pèse 2900 milliards \$US, suivie de l'énergie (433 milliards) et du logement (332 milliards). Le rapport note l'importance des médicaments (la moitié des dépenses de santé, 158 milliards). À mesure que les revenus augmentent, la part consacrée aux transports et à la téléphonie mobile croît aussi, ce qui agit sur l'emploi. En Chine, en Inde et au Brésil, il y a aujourd'hui 550,6 millions de détenteurs de téléphones (470,6 millions dans l'Union européenne). «Cela prouve que cette population détient des moyens financiers, qu'elle est disposée à mettre en oeuvre pour sortir de la pauvreté», souligne Allen Hammond, vice-président du WRI.

Le texte du rapport :

http://pdf.wri.org/n4b_fulltext_hi.pdf

Mais moins lourd :

<http://rru.worldbank.org/thenext4billion>

Il est temps de s'interroger sur l'avenir de l'OCDE

L'Organisation ne peut plus se bercer d'illusions sur son influence

Le Monde Édition du lundi 26 mars 2007

Les pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) s'interrogent sur l'avenir de cette institution, dont l'origine se trouve dans les idées favorables au multilatéralisme de l'après-guerre. Issue en 1947 de l'Organisation européenne de coopération économique et du plan Marshall, l'OCDE avait un objectif clair: il s'agissait de

favoriser la liberté des échanges, la productivité économique et la coopération entre des États affectés par la guerre, de mettre en place une Union européenne (UE) de paiements et de promouvoir un système multilatéral ouvert. L'effet le plus important de la création de l'OCDE fut l'adoption d'un état d'esprit favorable à la stabilité et à l'ouverture des marchés. Cette pensée sous-tendait aussi l'action de Jean Monnet, la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1952, puis le traité de Rome dont nous célébrons le cinquantenaire cette année.

Actuellement, l'OCDE compte 30 États: Australie, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Islande, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie et 19 pays membres de l'UE sur 27. La Commission européenne participe également à ses travaux. L'OCDE est parfois qualifiée de club des pays riches: ses membres représentent 50 % du revenu brut mondial, 50 % de la consommation d'énergie et 78 % du commerce mondial.

En tant qu'observatoire des économies nationales et mondiale, forum de dialogue sur les politiques économiques, environnementales ou d'éducation, l'OCDE joue un rôle utile mais n'a pas de compétence juridictionnelle, ni de pouvoir de contrôle formel. Elle met en œuvre une surveillance multilatérale, formule des recommandations basées sur les principes de l'économie de marché, et ses orientations s'appuient sur l'analyse et le respect du consensus. Elle favorise les «accords mous» (soft law) dans des domaines tels que la lutte contre la corruption, les conventions fiscales ou encore le principe pollueur-payeur.

Sujette à la pensée libérale dominante qui caractérise les politiques économiques de ses membres, l'OCDE favorise néanmoins la bonne gouvernance, en préconisant par exemple des règles sur les prix de transfert pour les multinationales ou des principes de gouvernance pour les États. Elle permet la recherche de solutions à des problèmes économiques globaux, ou l'identification des bonnes pratiques en matière de politique économique, sociale ou environnementale.

Mais l'OCDE, dont l'un des rôles est de préconiser une meilleure gouvernance pour la gestion des biens publics, connaît elle-même un réel problème de gouvernance. La dispersion de ses ressources risque de la conduire à la sclérose. Le problème vient de son organisation en quelque 150 comités, composés de représentants des États membres, auxquels sont parfois associés des délégués de pays extérieurs. Chaque comité n'a de cesse de se perpétuer. Le risque de bureaucratisation est grand. De plus, le secrétariat de l'OCDE, appelé à faire les études préalables, est obligé de répartir ses ressources rares: on

arrive vite à une efficacité limitée si un sujet donné ne peut être suivi que par une poignée d'experts.

Des questions

Dès lors, plusieurs questions se posent. Comment définir les missions essentielles de l'OCDE dans un monde qui se globalise, et avec quels acteurs? En d'autres termes, comment éviter l'éparpillement des efforts ou la concurrence avec d'autres organisations, dotées au surplus d'instruments de contrôle ou d'application comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC)? Quel rôle les États membres entendent-ils donner à l'OCDE dans un monde où de nouvelles puissances émergent et dont on n'est pas certain qu'elles se satisfassent d'un ordre économique établi sans elles? Y a-t-il réellement une volonté de respecter une coordination des politiques économiques et sociales, de développement et d'environnement au niveau mondial, et quelle place ces nouveaux acteurs souhaitent-ils y prendre? Quel futur donner à l'OCDE dans les enceintes multilatérales, et la référence au multilatéralisme est-elle toujours valable dans le concert ou plutôt dans le brouhaha actuel des nations?

Autant de questions qui dépassent -- et de loin -- les actuels débats qui se déroulent dans le confort des installations du château de la Muette, siège de l'organisation à Paris. Sans même s'interroger sur le rôle futur de l'OCDE, il s'agit d'imaginer un élargissement à de nouveaux membres. Mais peut-on y procéder sans vision de l'avenir de l'organisation? Peut-on négocier l'adhésion de grands pays émergents et de la Russie sans tenir compte des intérêts des pays européens, non encore membres, ni de l'existence d'une UE dotée de pouvoirs dans des domaines intéressant l'OCDE? Il faudrait que l'Union définisse une stratégie commune relative à l'avenir de l'OCDE, plutôt que d'être conduite à réagir au coup par coup à des initiatives qui risquent de réduire son influence. Le temps est venu d'envisager une telle stratégie en dialoguant avec les autres pays membres de l'OCDE qui, comme les pays européens, cherchent à définir l'avenir et le rôle de cette institution. Ne pas s'engager maintenant dans une démarche imaginative risque de conduire l'OCDE à se bercer d'illusions sur son rôle et son influence, en répétant des exercices douillets d'autosatisfaction basés sur un unanimité confortable.

L'auteur est chef de délégation de la Commission européenne auprès de l'OCDE.

Le secteur privé ignore, à tort, le pouvoir d'achat des pauvres

Rapport de la Banque mondiale :

<http://www.lemonde.fr/web/document/0,0-0,50-885342,0.html>

Le pouvoir d'achat des 4 milliards d'individus vivant dans la pauvreté représente un marché, encore ignoré, de 5 000 milliards de dollars (3 700 milliards d'euros). Selon la Banque mondiale (BM), le secteur privé devrait mieux prendre en compte cette donnée dans son intérêt comme dans celui des pays en développement.

Pour la première fois, un rapport du World Resources Institute (WRI) de Washington et de l'IFC, la branche de la BM chargée du secteur privé, publié lundi 19 mars, s'est attaché à quantifier le pouvoir d'achat des individus dont les revenus annuels ne dépassent pas 3000 dollars américains par tête convertis en monnaie locale en respectant la parité de pouvoir d'achat (3,35 dollars par jour au Brésil, 2,11 en Chine, 1,89 au Ghana ou 1,56 en Inde).

Selon le document intitulé "Les 4 prochains milliards, taille du marché et stratégie privée à la base de la pyramide", les besoins des individus appartenant à ce groupe ne sont pas davantage satisfaits que ceux du 1,2 milliard vivant avec moins d'1 dollar par jour.

Réseaux de distribution d'électricité, d'eau ou services de santé délaissent cette population. Surtout installée dans des zones rurales mal desservies, elle peine à écouler ses marchandises sur les marchés, est tributaire du bon vouloir d'intermédiaires et se retrouve cantonnée dans une économie de subsistance. Et elle subit un surcoût lié à cette situation : "Les plus pauvres ont souvent accès à des produits et des services plus chers, de moins bonne qualité, parfois difficiles voire impossibles à obtenir", précise le rapport.

FAVORISER LA MISE EN CONCURRENCE

L'essentiel de cette population (2,86 milliards de personnes) vit en Asie et au Moyen-Orient. Globalement, son pouvoir d'achat est de 3470 milliards de dollars. Puis viennent l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est.

Les experts estiment que le marché à la base de la pyramide, structuré de manière informelle, est source d'inefficacité et favorise les monopoles, sachant que 70% de la population mondiale travaille pour l'économie souterraine, selon le Bureau international du travail (BIT).

Les flux financiers suivent aussi des circuits non contrôlés. Et les transferts de fonds des émigrés vers leurs pays d'origine, probablement supérieurs de 50% aux 167 milliards de dollars officiellement recensés, sont soumis à des taux d'intérêt prohibitifs, selon la BM.

Le rapport souligne le "piège à pauvreté" qui en résulte. "En tant que consommateurs et producteurs, principalement dans un circuit informel, ce groupe souffre de l'inefficacité et de l'absence de compétitivité sur ces marchés. Une approche concurrentielle est plus à même de satisfaire leurs besoins, d'accroître leurs revenus et de les propulser dans l'économie formelle", estiment les experts.

Issu d'enquêtes menées dans 146 pays, le rapport met en avant les stratégies commerciales ayant fait la preuve de leur efficacité, les marchés potentiels et les secteurs porteurs. "L'entreprise fait partie de la solution, pas du problème", a souligné Michael Klein, économiste en chef à l'IFC.

Au plus bas de la pyramide, les besoins sont dominés par l'alimentation, qui pèse 2900 milliards de dollars, suivie de l'énergie (433 milliards) et du logement (332 milliards). Le rapport note l'importance des médicaments (la moitié des dépenses de santé, 158 milliards). A mesure que les revenus augmentent, la part consacrée aux transports et à la téléphonie mobile croît aussi, ce qui agit sur l'emploi. En Chine, en Inde et au Brésil, il y a aujourd'hui 550,6 millions de détenteurs de téléphones (470,6 millions dans l'Union européenne). "Cela prouve que cette population détient des moyens financiers, qu'elle est disposée à mettre en œuvre pour sortir de la pauvreté", souligne Allen Hammond, vice-président du WRI.

Maguy Day
CHIFFRES

Pauvres. Selon les estimations de la banque mondiale, 2,7 milliards de pauvres vivent avec moins de 2 dollars par jour dont 1,2 milliard de personnes extrêmement pauvres gagnent moins de 1 dollar par jour. La Banque mondiale estime que 4 milliards de personnes vivent avec un revenu entre 1 et 8 dollars par jour. Par ailleurs, 1,4 milliard d'individus gagnent entre 8 à 55 dollars par jour.

Travail au noir. L'économie informelle représente 30% du produit intérieur brut (PIB) en Asie, 40% en Europe de l'Est et 43% en Afrique et en Amérique latine

La richesse des pauvres >

4 MILLIARDS DE NOUVEAUX CONSOMMATEURS,

de C. K. Prahalad 2004 (Village mondial, 380 p.)

par Pierre-Antoine Delhommais

Vaincre la pauvreté grâce au **profit**.

Tel est le sous-titre du livre de C. K. Prahalad.

L'auteur connaît bien le profit

Professeur à l'université du Michigan, aux Etats-Unis, il est considéré comme l'un des penseurs les plus influents en matière de stratégie d'entreprise et de management et, à ce titre, intervient comme consultant dans quelques-

unes des plus grandes entreprises multinationales. Mais M. Prahalad connaît bien aussi la pauvreté. D'origine indienne, il se dit lui-même « *familier des deux mondes, celui des pays développés et celui des nations en développement, et, à ce titre, peut-être plus sensible et plus sensibilisé au gouffre qui les sépare* ». Il est membre de la Commission spéciale sur le secteur privé et le développement créée par Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement

« *Que faisons-nous pour les gens les plus pauvres du monde ? Nous qui avons la technologie, les compétences de gestion, les capacités d'investissement, comment se fait-il que nous soyons incapables d'agir efficacement contre la pauvreté ? Le capitalisme est-il condamné à abandonner des êtres humains sur le bord de la route ?* »

Pour C. K. Prahalad, spécialiste de l'entreprise, la pauvreté dans le monde n'est pas seulement un scandale humain ; elle est aussi un échec des stratégies suivies jusqu'à présent pour lutter contre ce fléau (aides au développement, subventions, soutien des pouvoirs publics, action des ONG, déréglementation et privatisation des actifs publics). « *S'il est un point sur lequel hommes politiques, bureaucrates et dirigeants de grandes entreprises et de multinationales semblent tomber d'accord, c'est sur celui-ci : les pauvres sont à la charge de l'Etat, écrit-il. Un consensus implicite dont j'ai pour ma part bien du mal à me satisfaire*

Le secteur privé ne participe quasiment pas à la résolution des problèmes de 80 % de l'humanité, auxquels sont confrontés ceux qui vivent à la base de la pyramide, ces 4 milliards d'individus qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. » **logique profitable** Mais comment, justement, intéresser le secteur privé à des clients sans argent ? « *Il n'est pas question ici de philanthropie ni de responsabilité sociale des entreprises, souligne M. Prahalad. On ne saurait espérer susciter l'enthousiasme d'hommes d'entreprise, et obtenir leur engagement durable, sans mettre dans la balance des activités fondées sur une logique économique pertinente.* » Une logique profitable dès lors qu'on propose à des consommateurs en puissance des produits de qualité peu chers et qu'on leur fournit l'accès au crédit. Comme le prouve l'exemple de Casas Bahia, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse le milliard de dollars, et qui propose aux habitants des favelas brésiliennes de s'équiper en électroménager grâce à un système de financement inédit, ou celui de Cemex, l'un des grands cimentiers mondiaux qui offre aux Mexicains la possibilité d'ajouter une pièce à leur maison contre une formule d'épargne originale

« *Ce livre s'intéresse à ce qui marche*

La question n'est pas de savoir qui a raison », affirme C. K. Prahalad, pragmatique, pour qui il est tout aussi urgent de renoncer à nos jugements binaires sur le monde qu'à toute approche paternaliste de la pauvreté